L'Europe face à ses modèles politiques désuets

Autor(en): **Jenny, A.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **43 (1985)**

Heft 3

PDF erstellt am: **19.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-139293

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'Europe face à ses modèles politiques désuets

Dr A. Jenny,
Lausanne

De nombreuses analyses politico-économiques des derniers mois mettent en évidence le déclin de l'Europe et la progression de la région du Pacifique, dont les deux pôles sont les USA et le Japon[1].

Parallèlement, on a assisté à une montée si spectaculaire de la valeur du dollar que les experts y «perdaient leur latin». Certes, le dollar est devenu la principale monnaie mondiale. Sa valeur ne dépend donc plus uniquement des relations de pouvoir d'achat entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires mais, à cause de l'énorme mouvement de dollars hors des Etats-Unis, de facteurs qui influencent la puissance économique et politique de sa «patrie», les Etats-Unis. La fermeté politique et le credo économique libéral du président Reagan sont comparés aux approches bureaucratiques sclérosées des Etats sociaux européens, renforçant l'attrait exercé par les investissements en dollars. Les plus respectables institutions financières européennes contribuent ainsi au dynamisme de l'économie américaine, au détriment des besoins de financement de l'appareil industriel européen.

Certaines banques centrales européennes livrent un combat[2] ardu pour contenir la montée du dollar, à laquelle les gouvernements des pays les plus faibles imputent une part importante de leurs difficultés, cependant que les banquiers de Wall Street ironisent sur l'incapacité de l'Europe à régler son problème du chômage.

Et pourtant, la colossale forteresse américaine présente des signes de faiblesse manifestes qui semblent échapper à de nombreuses analyses:

— Près de 40 millions d'Américains, pour la plupart noirs et hispaniques, vivent en dessous du seuil de pauvreté défini par le gouvernement. Il s'ensuit une insécurité grandissante dans la plupart des villes, telle que de nombreux Européens émigrés au USA préfèrent rentrer dans leur continent «décadent».

— Le système bancaire américain, confronté à la dette des économies latino-américaines, doit faire face à des difficultés; déjà, des premiers craquements sont apparus dans l'édifice, par des faillites de banques et des mises sous tutelle de caisse d'épargne. Que les gouvernements des plus gros pays débiteurs s'entendent entre eux, et c'est l'effondrement possible de plusieurs grandes banques américaines, et cela sur la toile de fond d'un pays qui est lui-même devenu le plus gros débiteur du monde.

Au cas où la dette serait transformée en arme de chantage contre ses créanciers, l'Amérique latine pourrait remettre en cause la «dollarisation» de l'économie mondiale, la division internationale du travail, et, dans la foulée des banques américaines, le système bancaire international.

---

[1] La *Revue économique et sociale* a publié les avis de plusieurs experts de cette question dans les nos 4/84 et 1/85.

[2] Cet article a été écrit en mai 1985 avant la récente stabilisation/baisse du dollar.

— Face à la mutation de l'Amérique latine, les Etats-Unis doivent rechercher une nouvelle stratégie. Cette dernière, en plus de la dissuasion face à l'EST, devra prendre en compte l'affrontement Nord-Sud; mais ce face-à-face ne restera pas démarqué par deux demi continents américains: il débordera sur une lutte interne à l'intérieur des Etats-Unis eux-mêmes, où les Etats du Sud (Nouveau-Mexique) comptent déjà une forte proportion de Mexicains dont la solidarité latino-américaine peut l'emporter sur leur appartenance nationale «yankee».

Les Etats-Unis peuvent donc, du jour au lendemain, ne plus jouer le rôle de leader incontesté et solide du monde occidental. De plus, leur volonté de défendre l'Europe semble de plus en plus remise en cause par leur nouvelle doctrine stratégique[3]. L'Europe doit apprendre à s'organiser sans eux.

Certes, l'URSS, épouvantail de plusieurs générations, continue à faire peser sur notre continent un danger réel. Mais elle est elle-même confrontée à une crise économique importante (échec de ses plans de développement agricole, entre autres) et à un problème de minorités ethniques tout aussi grave que celui des Américains, sous la pression, notamment, de l'islamisme activiste. De plus, et l'unification de l'Allemagne par Bismarck contre la France le montre, l'unité d'un pays se réalise plus facilement contre un ennemi commun que sur la base des seuls critères d'union.

Quant au Japon, qui a réussi un fantastique développement industriel grâce à la solidarité active entre gouvernement, banques et industries et au travail de sa population, à tel point que l'on peut aujourd'hui parler de la société «Japan Inc.», il risque d'être victime de son propre succès. Dépendant fortement des échanges avec l'étranger, faute de ressources naturelles en quantités suffisantes pour pourvoir à tous les besoins de sa population, il s'est procuré des devises nécessaires par l'exportation, toujours remise en cause.

Le modèle japonais fait aujourd'hui fureur, à tel point que la communauté financière helvétique, éblouie par de tels succès, préfère financer l'industrie japonaise que nationale. Ce faisant, le système financier trahit notre économie industrielle, tout en faisant courir des risques non négligeables aux investisseurs, institutionnels ou autres, qui lui font confiance.

En effet, l'industrie japonaise n'est pas à l'abri d'un éventuel boycott qui lui serait imposé sous la pression de ses concurrentes américaines et européennes, jalouses de son succès.

Paradoxalement, l'Europe, confrontée depuis des siècles à ses déchirements internes, est en train d'évoluer sous l'effet de la crise économique. Les populations européennes aspirent à promouvoir une Europe unie où les disparités et les égoïsmes nationalistes s'effacent devant le sentiment de solidarité. La décolonisation, douloureuse, est achevée, alors qu'elle commence, sous une autre forme, pour les Etats-Unis.

En conséquence, l'Europe occidentale, en pleine décadence, peut devenir la première puissance économique mondiale, car elle dispose d'un vaste marché intérieur de plus de 250 millions d'habitants, et elle n'est pas soumise aux tensions internes de ses concurrents américains et russes. Mais comment l'unité peut-elle passer dans les faits?

---

[3] Voir l'article de P.-A. Gachet dans la *Revue économique et sociale,* n° 4/84: «L'Europe a-t-elle renoncé à se défendre?»

L'échec des administrations tentaculaires au pouvoir montre à l'évidence qu'il ne faut pas créer une super-administration de bureaucrates européens (à l'instar des communautés européennes) coordonnant les différentes bureaucraties nationales entre elles. L'Europe de l'union doit se réaliser dans le respect des petites communautés et la liberté des échanges. Il s'agit de concilier les vertus du libéralisme économique et celles résultant de l'amplitude d'un marché. C'est ce compromis qu'adoptèrent les cantons suisses de 1848. L'exemple peut se renouveler.

Bien entendu, les besoins du XX^{e} siècle sont différents de ceux du XIX^{e}. Le thème majeur reste cependant le même: il s'agit d'organiser la vie commune d'un vaste ensemble de citoyens habitués à être séparés par des frontières et des nationalismes étroits.

Aucun pouvoir central d'un Etat européen n'ayant démontré ses capacités à gérer sainement les affaires internes de son Pays, il ne faut pas se tourner vers le pouvoir européen suprême. C'est donc au niveau des collectivités locales, et des échanges entre elles, que les problèmes doivent être résolus.

L'Europe future doit tendre vers une vaste confédération des collectivités, jouissant de prérogatives étendues, et non vers une supertechnocratie. De ce choix primordial entre deux conceptions diamétralement opposées dépendra le succès ou l'échec de la tentative. Mais quel sera le moteur économique de ce renouveau?

Il faut le rechercher en priorité dans les besoins nés de l'organisation rationnelle d'un ensemble de collectivités locales collaborant entre elles au sein d'une Europe unie au lieu de se livrer à une concurrence sans merci.

Lorsque les Etats de la Confédération helvétique, voici moins d'un siècle et demi, abolirent les barrières douanières et réalisèrent l'union politique, la Suisse était un pays sous-développé et la ville de Zurich devait exporter près de la moitié de sa population, faute de lui trouver du travail.

Sitôt l'union réalisée, les besoins en communications et télécommunications donnèrent naissance à plusieurs branches industrielles (liaisons hertziennes, donc industries des télécommunications, chemins de fer, donc machines électriques, barrages pour produire l'électricité, donc industrie des ciments, etc.) qui assurèrent la prospérité de notre pays. Une union politique européenne peut-elle conduire au même résultat?

Oui, à notre avis. La division internationale du travail, fruit des multinationales américaines, est de toute façon remise en cause sous l'effet des attaques des plus pauvres contre les plus nantis. Nous allons donc vers un protectionnisme montant, de pays, voire d'ensemble de pays, aux frontières fermées, à vocation autarcique.

Les richesses naturelles de l'Europe sont telles qu'elle peut, dans une large mesure, se suffire à elle-même, et la réorganisation qui en résultera peut contribuer à créer des besoins, donc des places de travail, qui résorbent le fléau du chômage.

C'est avec le concours des populations sans travail qu'il faut innover en organisant la vie sociale selon des approches nouvelles. Ce faisant, on créera un véritable développement économique tout en échappant au fléau du chômage.

Il faut s'éloigner des prétendues rationalités des produits de masse et des technologies centralisatrices, devenues un but en soi au lieu de rester des outils: il est inutile de produire de grandes quantités d'objets pour diminuer le prix unitaire, si on ne les vend pas et si la

diminution des coûts industriels est contrebalancée par des coûts sociaux qu'il faudra de toute façon assumer.

Il ne sert à rien de payer le blé ou le kWh moins cher, s'il faut l'importer des grandes exploitations ou des mines d'uranium américaines: que signifie une réduction apparente de prix en achetant chez nos concurrents, si, parallèlement, le problème de l'agriculture européenne, croulant sous le poids de ses productions excédentaires, n'est pas résolu. Pourquoi privilégier des achats énergétiques qui ne créent pas en contrepartie un marché pour nos industriels, à l'instar de fabuleux marchés nés de la dépendance pétrolière?

Il faut privilégier systématiquement les échanges inter-européens, et recourir à des échanges avec l'extérieur si la balance réelle des avantages retirés est équilibrée.

Des solutions locales, peut-être moins rationnelles, emploieront davantage de monde, aidant à répartir naturellement la prospérité, sans redouter les fléaux des révolutions sociales ou du collectivisme imposé.

Bien entendu, il ne s'agit pas pour l'Europe d'effectuer un repli égoïste sur elle-même, mais d'adapter sa participation aux échanges internationaux en termes utiles aux différentes parties. Le Plan Marshall, qui contribua largement à la reconstruction de l'Europe après la guerre de 39-45, et dont la générosité ne peut être remise en cause, fut un élément-clé de la réorientation pour l'industrie américaine du marché de l'armement à un marché civil. Il ouvrit pour les échanges inter-atlantiques une ère de prospérité qui dura près d'une vingtaine d'années. C'est alors que l'on put parler d'une véritable civilisation atlantique. Malheureusement, aucun marché civil assez significatif ne fut ensuite substitué à celui de la reconstruction de l'Europe, et l'industrie de l'armement reprit son rôle de moteur, à travers la participation des USA à des conflits locaux (Corée, Vietnam), ou le financement par ces derniers de l'un ou l'autre des camps en présence. Il semble que la hausse des prix du pétrole de 1973 fut soutenue par les USA, dans la mesure où elle permit à certains de leurs pays «clients» tels que l'Iran de s'équiper largement en armements américains. Simultanément, il est vrai, elle fournit à l'ensemble des industries occidentales un marché de deuxième souffle dont la disparition progressive actuelle se fait durement sentir.

Aujourd'hui, où le problème du développement des partenaires séculaires de l'Europe — le Moyen-Orient et l'Afrique — se pose plus que jamais, un plan de développement des continents riverains de la Méditerranée pourrait jouer pour l'industrie européenne le rôle de moteur que joua pour l'industrie américaine le Plan Marshall voici quarante ans.

Mais il faudrait prendre en compte les besoins véritables de nos partenaires, et non considérer ces derniers comme un simple exutoire qui permette d'écouler des surplus industriels pour lutter contre le chômage en Europe. Pourquoi vendre des super-usines clés en main, que seuls des techniciens étrangers peuvent faire fonctionner et qui, lorsqu'elles sont en panne, contribuent à aggraver le problème de la dette des pays du tiers monde; et qui, lorsqu'elles fonctionnent, fabriquent des produits déjà pléthoriques sur les marchés mondiaux, contribuant, en cassant les prix, à la crise industrielle mondiale.

C'est dans l'aide à la formation et à la croissance progressive de petites et moyennes entreprises mi-artisanales/mi-industrielles, dont les technologies sont à la portée de leurs utilisateurs, que le véritable développement économique des pays du Nord et du Sud de la Méditerranée pourra être recherché.

En conclusion, il nous paraît faux d'axer le principal effort de renouveau de l'Europe dans la conquête des marchés industriels et financiers de l'Extrême-Orient. L'Europe ne faisant pas partie du Pacifique, elle est à l'écart de la «nouvelle région pacifique». Cela ne veut pas dire qu'il faut ignorer ce phénomène essentiel, ni s'en tenir à distance.

Mais c'est surtout dans l'intégration des facteurs historiques et culturels qui créèrent l'Europe à partir de la civilisation méditéranéenne, et de la technologie atlantique moderne, qu'il faut rechercher la prospérité économique et le succès politique de l'Europe du XXI^{e} siècle; en s'inspirant de modèles politiques réellement démocratiques qui ont fait leur preuve en conduisant un ensemble de citoyens de religions, de langues et de cultures différentes à prospérer ensemble, à l'abri des grandes ambitions politiques et militaires, mais en s'unissant pour défendre leurs identités propres et leur liberté.